

Semaine du 10 au 14 octobre 2022

STRATEGIE MARITIME NATIONALE – Débat au Sénat sur la place des Outre-mer dans la stratégie maritime nationale

La Délégation sénatoriale aux Outre-mer, présidée par Stéphane Artano (RDSE - Saint Pierre et Miquelon), a confié à Philippe Folliot (Union - Centriste Tarn), Annick Petrus (Les Républicains - Saint Martin) et Marie-Laure Phinera Horth (RDPI - Guyane) la mission d'évaluer la stratégie maritime nationale dans la perspective de la prochaine stratégie maritime 2023-2029.

Dans le cadre de cette initiative, un débat sur la place des Outre-mer dans la stratégie maritime nationale s'est tenu au Sénat le mercredi 5 octobre 2022.

Au cours du débat, les sénateurs ont pu interroger et interpeller le ministre délégué chargé des Outre-mer, Jean-François Carencu, sur des sujets variés allant de la protection de la biodiversité à l'intégration des Outre-mer dans leur environnement régional ou encore, au développement des énergies renouvelables dans ces territoires.

Sur ce point, le sénateur Didier Mandelli (LR - Vendée), actuellement rapporteur sur le projet de loi relatif à l'accélération de la production sur les énergies renouvelables, a souligné le fait que l'accélération de la transition énergétique est plus urgente encore en Outre-mer qu'en Hexagone : *« les énergies renouvelables représentent toujours moins de 30% du mix électrique en moyenne dans ces territoires, avec de fortes variations. »*

Le ministre délégué chargé des Outre-mer a répondu que ces territoires doivent en priorité accélérer la signature de leurs Programmations Pluriannuelles de l'énergie (PPE), tout en reconnaissant que *« Les énergies renouvelables sont aussi des sujets d'avenir, où les Outre-mer savent faire preuve d'excellence comme en Polynésie et bientôt en Guyane. »*

Le sujet de la pêche a aussi fait l'objet d'une attention toute particulière, du fait de l'importance de ce secteur pour l'attractivité, l'économie et l'emploi dans les DROM-COM.

Le sénateur Dominique Theophile (RDPI - Guadeloupe) a notamment souligné la problématique du vieillissement des flottes de pêche dans les Outre-mer, rappelant l'engagement du Président de la République Emmanuel Macron, aux côtés de Jean-Claude Juncker, ancien Président de la Commission européenne, à autoriser le financement du renouvellement des flottes dans les régions ultrapériphériques (RUP), lors de la Conférence des Présidents des RUP en 2017 à Cayenne.

Jean-François Carencio a réitéré l'engagement de la France à résoudre cette problématique et a annoncé l'envoi d'une lettre à la signature du Secrétaire d'Etat à la Mer, Hervé Berville et lui-même, au Commissaire européen à l'Environnement, aux océans et à la pêche, Virginijus Sinkevičius. Il a expliqué : « *Notre demande c'est une demande précise territoire par territoire, type de pêche par type de pêche, type de bateau par bateau, de manière à ce qu'on ait cette autorisation, en dérogation aux règles européennes qui veulent nous imposer par derrière.* »

Plus généralement, le Ministre délégué chargé des Outre-mer a affirmé que les feuilles de route économiques pour chaque territoire ultramarin comprendront toutes une forte nuance bleue, afin que les Outre-mer aient toute leur place au sein de la Stratégie maritime nationale. Il a également ajouté « *C'est la prise en compte des Outre-mer partout, tout le temps, par les décideurs publics français, qu'il nous faut améliorer – pas seulement dans le domaine de la mer.* »

Le rapport des sénateurs « Les Outre-mer au cœur de la stratégie maritime nationale » publié le 24 février 2022 est disponible en cliquant [ici](#).

Le replay du débat du 5 octobre 2022 est disponible en cliquant [ici](#).

OUTRE-MER – Audition du ministre délégué chargé des Outre-mer M. Jean-François Carencio par la Délégation sénatoriale aux Outre-mer

Le ministre délégué chargé des Outre-mer M. Jean-François Carencio a été auditionné devant la Délégation sénatoriale aux Outre-mer le 6 octobre 2022 pour présenter sa feuille de route pour les Outre-mer.

Cette dernière comprend cinq axes principaux :

- i) Répondre concrètement aux préoccupations quotidiennes des citoyens ;
- ii) Renforcer l'ambition républicaine pour, par et grâce aux habitants des territoires ultramarins ;

- iii) Favoriser la création de valeur ;
- iv) Agir pour l'adaptation, la différenciation et la responsabilisation des acteurs et ;
- v) Favoriser l'insertion et le rayonnement européen et international des territoires dans leurs bassins géographiques.

Lors des débats interactifs, les sénateurs ont soulevé plusieurs questions portant principalement sur l'accès aux logements sociaux, l'énergie, la gestion des déchets et l'octroi de mer.

Sur la question des déchets, la sénatrice Gisèle JOURDA (SER – Aude) a souligné l'important retard qui existe dans les Outre-mer et la problématique de l'exportation des déchets dans ces territoires petits et insulaires, amplifiée par la complexité des règles européennes en la matière.

Jean-François Carencio a répondu que l'exportation des déchets n'était pas une bonne technique et que la solution première consiste à les diminuer et les traiter de la bonne façon sur place.

S'agissant de l'énergie dans les DROM-COM, les sénateurs Dominique Theophile (RDPI – Guadeloupe) et Nassimah Dindar (UC – La Réunion) ont interpellé le Ministre sur le fait que plusieurs dispositifs (prime pour le solaire, tarif réduit, etc.) ne s'appliquaient pas dans les Outre-mer. Nassimah Dindar a également appelé le Gouvernement à mettre en place des assises sur la cohérence énergétique dans les différents territoires ultramarins.

Le Ministre délégué chargé des Outre-mer a répondu sur ce sujet que les Outre-mer devaient dans un premier temps faire approuver leurs Programmations Pluriannuelles de l'énergie. Il a ajouté, s'agissant des énergies renouvelables, que « *les Outre-mer peuvent être des laboratoires* ».

Enfin, à plusieurs reprises, les questions de « la vie chère » et de l'octroi de mer ont été abordées. Le sénateur Georges Patient (RDPI - Guyane) a rappelé l'importance de l'octroi de mer pour les collectivités locales et a demandé si l'Etat serait prêt à substituer à l'octroi de mer le montant qui est dévolu aux communes.

Jean-François Carencio a répondu que ces réformes éventuelles sont à prendre « *avec une grande prudence* », même si le Gouvernement reste favorable à une réflexion collective sur l'octroi de mer. Il a insisté lui aussi sur l'outil économique considérable que constitue ce dispositif pour les Outre-mer, qui permet de protéger et d'échanger tout en fournissant des recettes aux régions et aux communes.

Pour conclure, le Ministre a affirmé qu'« *il faut remettre l'Outre-mer au milieu du village ; les Outre-mer ne sont pas une charge mais une chance pour la France* ». Il a insisté sur la nécessité de créer de la valeur économique, culturelle et sociale, de renouer le dialogue et de coconstruire des solutions concrètes pour les Outre-mer.

Le replay de l'audition est disponible en cliquant [ici](#).

AGENDA DE LA SEMAINE
Semaine du 10 au 14 octobre 2022

	Conseil de l'UE / Conseil européen	Parlement européen	Commission européenne
10/10 – 13/10	Semaine européenne des régions et des villes		
Lundi 10/10		Commission du commerce international (COM INTA) <i>40 e rapport annuel sur les actions de l'Union européenne en matière d'activités antidumping, antisubventions et de protection, et sur les instruments de défense commerciale de pays tiers ayant visé l'Union en 2021 – présentation par le responsable européen du respect des règles du commerce.</i> Commission de la pêche (COM PECH)	
Mardi 11/10			
Mercredi 12/10			
Jeudi 13/10			
Vendredi 14/10			